Utilisation du territoire par l'élevage de ruminants : mise en œuvre et intérêt d'une étude prospective à l'échelle communale

C.H. MOULIN (1), F. BLANC (1), F. JARRIGE (2), P. LAPEYRONIE (1), M.L. NAVAS (3), F. BOCQUIER (1)
(1) ENSA.M, UMR Elevage des Ruminants en Régions Chaudes, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1
(2) ENSA.M, UMR Innovation, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1
(3) ENSA.M, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1, UMR Centre Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, 1919 Route de Mende, 34293 Montpellier cedex 5

RESUME - Quelles sont les activités d'élevage qui pourront contribuer à pérenniser les exploitations de montagne, si importantes pour maintenir activité économique, vie sociale et paysages dans ces zones ? Nous traitons cette question à l'échelle communale, en proposant une démarche prospective, illustrée par le cas d'une commune du Haut Languedoc. Nous montrons l'intérêt de croiser trois analyses des exploitations d'élevage. La première vise à identifier les différents modes d'élevage. Cette analyse permet d'intégrer dans la réflexion les connaissances élaborées à un échelon régional sur l'utilisation des surfaces pâturées par les herbivores et sur les évolutions des systèmes de production. La deuxième vise à caractériser les systèmes d'activités des ménages agricoles, en faisant référence à la multifonctionnalité des exploitations, pour laquelle l'expertise est beaucoup moins développée. Enfin la troisième analyse concerne la dynamique démographique des ménages agricoles. Spécifique de la situation de chaque commune, cette dynamique est déterminante pour raisonner l'usage futur de surfaces qui se libèrent et qui sont souvent l'objet d'attente de la société.

Land use by livestock farms in a mountain commune : a prospective study

C.H. MOULIN (1), F. BLANC (1), F. JARRIGE (2), P. LAPEYRONIE (1), M.L. NAVAS (3), F. BOCQUIER (1)
(1) ENSA.M, UMR Elevage des Ruminants en Régions Chaudes, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1
(2) ENSA.M, UMR Innovation, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1
(3) ENSA.M, 2 place Viala 34060 Montpellier cedex 1, UMR Centre Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, 1919 Route de Mende, 34293 Montpellier cedex 5

SUMMARY - What animal productions would help to keep mountain farms, in order to preserve economic activities, social life and landscape ? We deal with this question at the scale of a commune. We propose an approach for a prospective study, illustrated by the case of a commune in the *Haut Languedoc*. The combination of three analysis of the livestock farms is here very relevant. The aim of the first analysis is to identify the different way of livestock rearing. This allows to use the regional knowledge about land use by various species of herbivores and farming systems changes. The second analysis characterizes the system of activities of the farming households. This refers to the multifunctionality of the farms, but expert knowledge is still lacking in that field. The third analysis is about demographic changes of the farming households. Those changes, specific of each commune, is of the highest importance in order to identify the lands that would be given up. Then, the future use of those lands, with the various stakes that the society hold, may be thought.

INTRODUCTION

Les exploitations d'élevage sont très importantes pour maintenir activité économique, vie sociale et paysages en zone de montagne. Mais quelles sont les activités d'élevage qui, dans le contexte de la politique agricole en évolution, pourront contribuer à pérenniser les exploitations de montagne ? Avec quelles espèces animales ? Pour quels produits ? Avec quelles conduites des troupeaux ? Ces questions se posent à l'échelle nationale, à l'échelle d'un massif (Dobremez *et al.*, 2002), mais elles peuvent également être pertinentes à l'échelle d'une commune. Nous proposons ici une démarche prospective, illustrée par le cas d'une commune du Haut Languedoc. Nous montrons que cette démarche permet de fournir des éléments de réflexion sur l'avenir de l'élevage en montagne. Cette démarche a été mise en œuvre par un groupe pluridisciplinaire de 6 enseignants-chercheurs dans le cadre de la spécialisation d'ingénieur agronome "Gestion de l'Espace Rural et Environnement". La commune et les méthodes utilisées sont présentées, avant de montrer les résultats du diagnostic et les analyses prospectives qui en découlent. La pertinence de l'échelle communale et des points de vue retenus pour l'analyse des exploitations est alors discutée.

1. DIAGNOSTICS A L'ECHELLE COMMUNALE

1.1. PRESENTATION DE LA COMMUNE D'ETUDE

La commune est située en zone de montagne de l'Hérault, aux confins du Tarn et de l'Aveyron. Elle présente une situation classique de déprise (326 habitants en 2002 contre 1400 en 1850), mais les dernières équipes municipales ont engagé la commune dans une dynamique d'actions concertées, dans le cadre d'une communauté de communes et d'un Parc Naturel Régional (PNR), pour maintenir activités économiques et vie sociale. La commune s'étend sur deux zones contrastées : un plateau d'altitude, 1100 m, aux influences climatiques océaniques, 1650 mm /an, divisé par un sillon central où se situent la plupart des hameaux, et un versant très pentu au climat méditerranéen et ne comportant qu'un seul hameau. Le territoire communal est vaste (5846 ha), avec 2247 ha de terrains communaux en partie soumis au régime forestier ou apportés dans une Association Foncière Pastorale (AFP). La forêt couvre 63 % de la surface communale. La SAU, 1478 ha au RGA 2000, est vouée à l'herbe avec 1272 ha de STH, les rares terres labourables étant en majorité en prairies temporaires. L'élevage d'herbivores est l'activité agricole prédominante. En 2000, il reste 25 exploitations agricoles, contre 53 en 1988, avec 14 exploitations dites professionnelles. Malgré l'exode rural et la progression de la forêt, cette commune conserve par rapport à ses voisines une dynamique agricole vivante et son paysage est encore marqué par la présence de l'élevage.

1.2. METHODES

Le recueil des données a été réalisé au cours de deux séjours dans la commune (5 jours en octobre 2002 et 4 jours en février 2003). Trois types de travaux ont été menés. Une étude diachronique de la végétation a été réalisée sur trois secteurs représentatifs de la commune (un tiers de la surface communale) à partir de l'interprétation de photos aériennes (1970 et 2000) et complétée par des relevés (octobre 2002) de la couverture végétale distinguant bois (feuillus et résineux), landes et formations herbacées. Après la collecte de données existantes (recensements de la population, recensements agricoles, cadastre…), une enquête socio-économique a été réalisée auprès de résidents de la commune, 8 agriculteurs et 8 non-agriculteurs, pour caractériser leur perception de la commune : cadre de vie, dynamique économique, vie sociale et culturelle, projets. Des entretiens avec des agents d'institutions intervenant dans le devenir du territoire de la commune (équipe municipale, ONF, PNR, communauté de communes, Chambre d'Agriculture…) ont complété ce volet socio-économique. Enfin, une enquête a été réalisée chez 15 agriculteurs en février 2003. Elle avait pour objectif de caractériser les activités, agricoles ou non, menées par les familles, ainsi que la dynamique de l'exploitation (historique et projet d'avenir à moyen terme). De plus, pour chaque troupeau, une analyse spatialisée du système d'alimentation (Moulin *et al.*, 2001 ; Girard *et al.*, 2001) a été conduite, avec le relevé sur une carte IGN (1/25 000) des blocs de parcelles utilisées et la reconstitution d'un calendrier annuel couplant les interventions sur les blocs (culture, fauche, pâture, gyrobroyage) et sur les lots d'animaux (pâturage sur les blocs, apports d'aliments en complément ou en substitution au pâturage).

2. RESULTATS

2.1. POLITIQUE FONCIERE ET EVOLUTION DE L'OCCUPATION DES SOLS

En 1974, la municipalité décide de faire valoir la pleine propriété de la commune sur l'ensemble des sectionnaux dont les usages (culture, pacage, affouage) étaient tombés en désuétude du fait de l'exode rural ayant entraîné la disparition de certains hameaux et des ayant droit. L'année suivante une AFP est créée, comprenant 1361 ha de terres communales, essentiellement des landes, et 950 ha appartenant à une cinquantaine de propriétaires privés. Elle a permis la création de nouvelles exploitations, avec l'installation d'une quinzaine de familles sur la commune.

De 1970 à 2000, le territoire s'est fortement fermé : progression de + 200 % des surfaces boisées (plantation ou recrues naturelles) et une disparition des landes (-40 à 80 % selon les secteurs) et des prairies (-25 à 50 %). Sur le versant méditerranéen, les bois, déjà importants en 1970, couvrent maintenant 80 % des surfaces, privées ou communales. Sur le plateau, l'évolution est différente selon le statut foncier. La progression de la forêt est importante sur les terrains communaux soumis au régime forestier. Pour les communaux apportés à l'AFP, l'occupation du sol est actuellement de 15-20 % de prairies, 60 % de landes et seulement 20-25 % de bois. Pour le privé, deux-tiers des surfaces sont en prairies (avec quelques landes ouvertes), concentrées dans les vallons ; le tiers restant est aujourd'hui boisé, correspondant à un abandon de prairies sur les versants. Ces évolutions montrent que la politique communale volontariste favorisant le maintien de l'élevage grâce à la mise à la disposition de foncier (AFP) a permis de limiter la dynamique de fermeture du milieu.

2.2. MODES D'ELEVAGE ET UTILISATION DES SURFACES

Deux modes d'élevage des bovins allaitant peuvent être distingués (tab. 1). Le premier utilise des prairies pour le pâturage et la constitution des stocks de foin pour la période

de stabulation hivernale. Il est pratiqué par des éleveurs originaires de la commune disposant de prairies. Le second est pratiqué par les éleveurs arrivés depuis moins de trente ans et louant des landes à l'AFP. Les animaux sont alors en plein air intégral et du foin, en partie produit mais souvent acheté, est distribué l'hiver.

Tableau 1 : caractéristiques des deux modes d'élevage de bovins allaitant distingués sur la commune

Bovin viande	Plein-air intégral	Stabulation hivernale
Nombre d'exploitations	6	3
Surfaces utilisées	Landes + Prairies	Prairies
Chargement (UGB/ha)	0,2 - 0,4	0,5 – 0,6
Pâturage / MS totale (%)	70 - 90	40 – 60
Achat foin / stock (%)	0-70	0
Taille cheptel de mères	15 - 50	20 - 35
Répartition des vêlages	toute l'année	toute l'année
Races	Galloway (4) Limousine (3) Gasconne (1)	Limousine (1) Aubrac (1)

MS totale = matière sèche totale de fourrages consommés par une UGB pendant une année (1 UGB = 4 500 kg de MS)

Le tableau 2 montre l'utilisation des surfaces de prairies et de landes par les différents élevages. Les élevages bovins utilisent 68 % des surfaces agricoles, contre 22 % pour les élevages ovins et caprins. Les éleveurs de bovins allaitant en stabulation hivernale et de petits ruminants laitiers (deux éleveurs de brebis Lacaune livrant pour Roquefort et un chevrier fabriquant du Pélardon) sont repliés sur les prairies. Les landes dont ils disposent (anciennes prairies enfrichées) sont plutôt des réserves foncières, remises en prairies si besoin. Les élevages bovins en plein-air intégral et un élevage d'ovins viande, exploitant le versant méditerranéen, sont majoritairement utilisateurs de landes. Cependant, le chargement moyen étant très faible (< 0,4 UGB/ha), les animaux ne suffisent pas à empêcher la fermeture des végétations sur les landes et des moyens mécaniques (gyrobroyage) sont utilisés, en complément, pour l'entretien des parcelles.

Tableau 2 : Surfaces utilisées par les différentes activités d'élevage

	Prairies (%)	Landes (%)	Total (ha)
Bovin Stabulation	74	26	273
Ovin-lait et caprin	71	29	268
Bovin Plein-air intégral	12	88	841
Ovin viande	21	79	111
TOTAL	31	69	1643

2.3. SYSTEMES D'ACTIVITES DES FAMILLES AGRICOLES

Les élevages sont le plus souvent de faible taille (le plus grand troupeau de vaches allaitantes est de 50 mères). Pour assurer la viabilité économique des exploitations, les éleveurs mettent en œuvre différentes stratégies (tab. 3). La valorisation des produits passe par la transformation (viande, fromage) et la vente directe, sur place ou sur les agglomérations de la côte et par la qualification de la production (Agriculture Biologique, AOC, IGP). L'agro-tourisme (gîtes, tables d'hôte, activités équestres…) est une autre voie, assurant au moins 50 % du produit brut pour 4 des 15 exploitations. Certains éleveurs sont tout de même dans des situations difficiles avec un produit brut de moins de 15 000 €. Le travail salarié à l'extérieur permet également de compléter le revenu de certaines familles.

Tableau 3 : les systèmes d'activités de 14 familles agricoles

Nombre de ménages	Activité agricole principale	Autres activités agricoles	Produit brut (k€)	Agro-Tour. (%)
2	Porcin	Bovin - Ovin	160	3
2	Bovin	Ovin - Equin	200	0
1	Bovin		75	0
1	Bovin		22	0
1	Bovin		41	0
1	Ovin Viande	Châtaignier	32	0
1	Ovin Lait		48	0
1	Caprin		25	0
1	Bovin	Asin - Equin	45	50
1	Bovin	Equin	-	50
1	Bovin		-	70
1	Ovin Viande		-	50
1	Bovin		15	0
1	Bovin	Maraîchage	14	0

Produit brut : *chiffre d'affaires + paiements compensatoires + subventions d'exploitation*
Agro-Tour. (%) : *part des activités agro-touristiques (gîtes ruraux, tourisme équestre…) dans le produit brut de l'exploitation*

2.4. AVENIR DES EXPLOITATIONS ET DES SURFACES

Pour 10 des 15 exploitations, l'avenir est assuré à moyen terme (tab. 4) et leurs surfaces devraient continuer à être utilisées. Ces éleveurs ont des projets de développement, notamment avec des augmentations de cheptel bovin. Ce sont des exploitations détenues aussi bien par des familles originaires de la commune que par des familles arrivées depuis une quinzaine d'années.

Tableau 4 : projets d'évolution de l'activité en fonction de l'âge du chef d'exploitation et du type d'installation (échantillon de 15 familles)

	Reprise d'exploitation familiale	Création à l'arrivée de la famille
Chef d'exploitation de moins de 35 ans	Dév. : 1 Maintien : 1	Dév. : 1
Chef d'exploitation de 35 à 55 ans	Dév. : 2 Maintien : 2	Dév. : 2 Maintien : 1 Cessation ? : 1
Chef d'exploitation de plus de 55 ans		Sans succ. : 4

Dév. : *développement de l'activité (production ou tourisme)*
Maintien : *pas de projet à moyen terme (5-10 ans)*
Cessation ? : *envisage de partir à moyen terme*
Sans succ. : *attente de la retraite, sans successeur*

En revanche 4 éleveurs arrivés dans les années 1970 sont aujourd'hui proches de la retraite et sans successeurs. Ils ont mis en place des systèmes d'activité très divers (caprin fromage, ovin viande spécialisé, bovins et tourisme équestre, tourisme et petit troupeau ovin). Ce sont donc 50 ha de prairies et 235 ha de landes qui vont être libérés. Deux exploitations disposent de bâtiments d'élevage avec des prairies groupées tout autour, mais les surfaces sont limitées (15-20 ha). Seules les activités avec un très forte valorisation du travail (élevage caprin avec transformation fromagère et vente directe) pourraient assurer une viabilité économique pour des repreneurs. Il existe de plus une forte pression des voisins pour récupérer ces prairies. Les deux autres exploitations utilisent surtout des landes. Si elles ne sont pas reprises en l'état, tout le versant méditerranéen sera

abandonné par l'agriculture (seuls les ovins peuvent valoriser ces surfaces, à la rigueur des caprins). Les landes du plateau (estive locale pour l'éleveur ovin et parcs de l'éleveur bovin) pourraient être reprises par des éleveurs bovins en plein air-intégral. La création d'une nouvelle exploitation de ce type paraît difficile étant donné la très faible surface de prairies libérée.

3. DISCUSSION

L'intérêt d'une telle prospective est de faire des scénarios, non pour prévoir l'avenir des surfaces et des types de spéculations animales qui les valoriseront, mais pour imaginer des actions afin d'éviter certaines évolutions. Par exemple, pour que le versant méditerranéen ne soit pas complètement abandonné à la forêt, une reprise de l'élevage ovin viande paraît indispensable. Cependant, un troupeau de 200 brebis n'est pas suffisant pour assurer un revenu à une famille. Quelles solutions peuvent être envisagées : est-il possible de tenir un troupeau plus grand ? Sinon, quelles activités mener en complément ? Autre exemple, créer une nouvelle exploitation bovine en plein-air intégral sur le plateau nécessiterait une action foncière pour mobiliser une partie des 30-40 ha de prairies qui se libèrent (détenus par trois propriétaires, dont un des éleveurs partant à la retraite) et les landes louées par l'AFP.

L'échelle de la commune est intéressante dans ce cas parce qu'elle correspond à un groupe d'échanges entre agriculteurs, à la fois de travail, de matériels, mais également d'idées (Darré, 1996). La commune est aussi le cadre d'actions qui peuvent avoir de fortes répercussions sur l'évolution de l'utilisation des surfaces. La politique foncière de la municipalité et la création déjà ancienne de l'AFP sont exemplaires. Elles ont permis l'émergence et la pérennisation d'un modèle d'élevage bovin sur les landes, avec encore deux installations récentes sur ce modèle. Il existe aujourd'hui deux façons d'élever des bovins sur la commune et l'avenir des surfaces qui se libèrent se raisonne entre les différents acteurs (municipalité, AFP, propriétaires privés, éleveurs) dans le cadre de ces deux modes d'élevage. Enfin, les dynamiques démographiques des familles agricoles, en petit nombre dans les communes de montagne, sont spécifiques de chaque lieu. La non-transmission familiale de leur exploitation par 4 éleveurs arrivés en 70 pose ici un problème particulier à l'horizon 2008-2013. La politique foncière qui a prévalu lors des trois dernières décennies, sur la base du consensus social entre les acteurs locaux, est désormais remise en cause : difficultés de renouvellement de l'AFP, revendications individuelles sur les anciens sectionnaux, enjeu des terres prochainement libérées. L'analyse socio-démographique a ainsi permis de révéler les enjeux voire les conflits concernant l'élevage et son avenir sur cette commune. Deux points de vue complémentaires permettent d'apporter de nouveaux éléments de réflexion qui pourront nourrir le débat et éclairer les décisions sur l'avenir de ce territoire.

Le premier point de vue considère les modes d'élevage : ensemble des décisions et actes techniques autour d'un troupeau et de ses produits. Il convient de caractériser finement ces modes d'élevage pour identifier les modèles qui peuvent être discutés et mobiliser des connaissances produites régionalement sur les différentes spéculations animales (en termes de conduite des troupeaux comme d'avenir des filières locales). Des questions techniques peuvent également être soulevées. Ici, les modalités d'utilisation des landes par les bovins allaitant sont en débat : l'intérêt du gyrobroyage est par exemple controversé. Quels sont les modes d'exploitation parcellaire de ces landes permettant d'assurer à la fois des ressources alimentaires aux bovins mais également de satisfaire des objectifs sur la végétation et les habitats ? Des références sont produites régionalement (Institut de l'Elevage, 1999). Apportent-elles des réponses satisfaisantes ? Faut-il travailler à la mise au point de nouveaux modes d'exploitation de ce type de landes par des bovins ?

Le deuxième point de vue est celui du système d'activité des familles agricoles. Les élevages sont en effet conduits par des familles développant plusieurs activités qui doivent rester compatibles. Raisonner l'avenir des spéculations animales en montagne uniquement en termes d'exploitations spécialisées, c'est se priver de pistes d'action pour que l'élevage puisse assurer une partie des attentes de la société sur le paysage et le territoire. Ainsi, pour éviter la déprise totale sur le versant méditerranéen, il est peut-être préférable de maintenir une exploitation diversifiée, associant aux 200 brebis l'exploitation de la châtaigneraie avec une valorisation élevée de produits possédant déjà une bonne image de marque (marron d'Olargue). Cela a des conséquences sur le type de candidat à l'installation à rechercher et son accompagnement. Cette réflexion renvoie à la définition de "prototypes" d'exploitations multifonctionnelles, assurant la compatibilité des différentes tâches du collectif de travail et répondant à des enjeux régionaux. Ce travail de référencement reste largement à entreprendre.

CONCLUSION

Les concepts et les méthodes utilisées pour cette démarche prospective ne sont pas nouveaux. Les difficultés résident dans le choix du degré de précision des données nécessaires à l'analyse des activités selon différents angles d'approche et dans l'équilibre à trouver entre ces différentes approches pour en faire la synthèse. La distinction proposée ici entre mode d'élevage, système d'activité et dynamique socio-démographique des familles agricoles nous paraît réaliser un bon compromis pour rendre compte de la dynamique des exploitations d'élevage et raisonner leur avenir collectif au niveau du territoire. La caractérisation de ces objets fait appel à des méthodes maintenant assez éprouvées pour être transmises et mises en œuvre dans le cadre d'un travail pour l'accompagnement de la formation d'un groupe d'étudiants à la gestion des espaces ruraux.

Nous remercions les 17 étudiants de la promotion 2000 de l'Agro. M qui, dans le cadre de la spécialisation GERE, ont réalisé le travail de terrain, ainsi que l'ensemble des personnes qui les ont reçus.

Darré, J.P., 1996. L'invention des pratiques dans l'agriculture. Karthala, Paris, 191 p.

Dobremez,L., Perret, E., Delattre, F., Camacho, O., 2002. Ingénierie, n° spécial 2002, 53-65

Institut de l'Elevage, 1999. Réseau référentiel pastoral parcellaire. Institut de l'Elevage, Paris, 405 fiches.

Moulin, C., Girard, N., Dedieu, B., 2001. Fourrages, 167,337-363

Girard, N., Bellon, S., Hubert, B., Lardon, S., Moulin, C.H., Osty, P.L., 2001. Agronomie, 21, 435-459